

AVIS A LA POPULATION

ouvrez-Feu

BROCHURE Dé-CONFINÉE et RéVOLtée
#1

Salut,

Vous avez entre les mains le premier numéro d'Ouvre Feu, brochure déconfinée et révoltée de textes, d'infos, de tribunes, de coups de cœur, de coups de gueule.

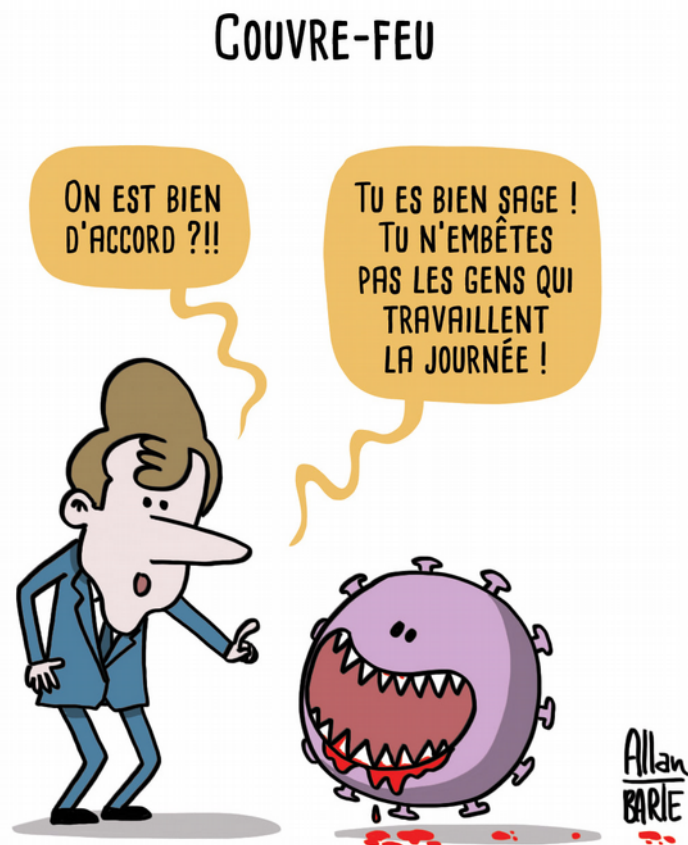
Vous pouvez participer à son contenu en envoyant vos propositions sur ouvrefeu@riseup.net.

Vous pouvez également participer à la diffusion de la brochure et recevoir des exemplaires en envoyant un mail. N'hésitez pas à imaginer des points de distribution dans votre quartier, votre village, votre commune, votre colloc...

A très vite

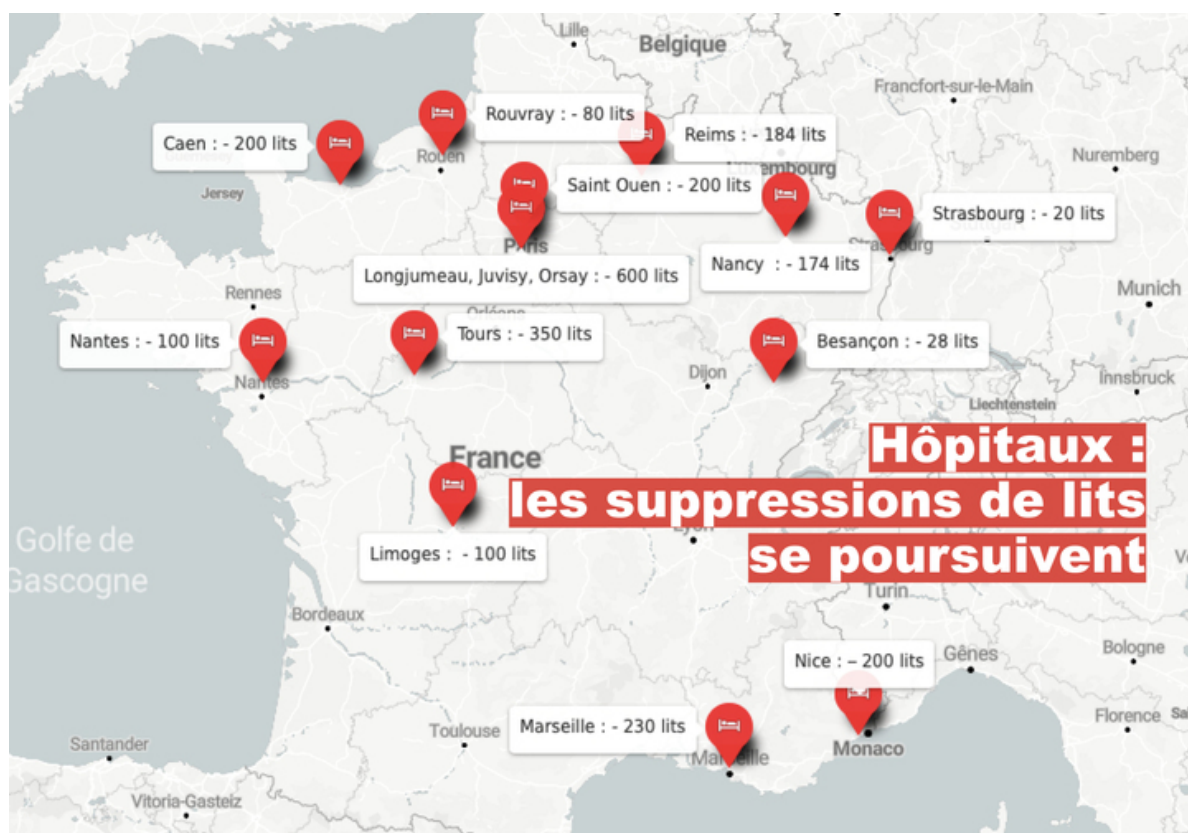
Des allumettes...

« Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire de la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. »
Karl MARx



Hopitaux, les suppressions de lits se poursuivent

Bastamag



On aurait pu penser qu'avec la première vague du Covid qui a déferlé au printemps, les autorités sanitaires, les Agences régionales de santé (ARS), les directions des hôpitaux auraient remis en question la politique de suppression de lits d'hôpitaux qui prime depuis des années. Il n'en est rien. Au moins treize hôpitaux vont continuer de perdre des places d'hospitalisation.

En septembre 2020, la direction du CHU de Besançon a annoncé la suppression d'un service entier de soins de suite et de réadaptation, soit 28 places d'hospitalisation en moins [1]. À l'hôpital psychiatrique du Rouvray, près de Rouen, il a été annoncé début octobre qu'au moins 80 lits seraient supprimés d'ici à 2022 « soit 20 % de la capacité d'hospitalisation », relève l'Union syndicale de la psychiatrie. C'est là, au Rouvray, que des soignants avaient fait une grève de la faim de deux semaines en 2018 pour demander des moyens afin de prendre en charge les patients. Ils avaient obtenu la promesse de créations de postes et de deux nouvelles unités. Ces engagements n'ont pas été tenus (lire notre [article](#)).

Au CHU de Nancy, comme *Basta* ! vous le [racontait](#) en avril, le Covid n'a pas

non plus remis en cause le plan de suppression de 174 lits d'ici à 2024. Au CHU de Nantes, ce sont environ 100 lits qui ont été fermés depuis le début de la crise sanitaire, a [comptabilisé Mediapart](#). En mai, des parlementaires alsaciens alertaient aussi sur un projet de leur agence régionale de santé de supprimer 20 lits de réanimation, surtout à Strasbourg, alors même que la région Grand Est sortait d'une phase très dure de Covid... [2] Partout, depuis des années, les hôpitaux français suppriment des places d'hospitalisations. Cette tendance se poursuit depuis mars 2020 comme en atteste la carte que nous publions ci-dessous.

Ce comité interministériel qui décide des suppressions de lits

3400 lits avaient déjà été supprimés en 2019, 4000 en 2018. Entre 2003 et 2017, plus de 69 000 places d'hospitalisation à temps complet ont disparu [3]. Ces dernières années, ces suppressions de lits passent par des décisions du Copermo, pour « Comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins », une instance interministérielle créée en 2012 [4]. C'est le Copermo qui a décidé de supprimer 174 lits et des centaines de postes au CHU de Nancy. C'est aussi le Copermo qui veut transformer le CHU de Reims, en y supprimant des lits : 184 lits en moins d'ici à 2027, selon les chiffres annoncés par le maire (LR) de Reims, 210 lits selon la CGT de l'hôpital.

Le résultat en tout cas est clair : la capacité d'accueil des patients sera réduite [5]. Au CHU de Tours, le plan Copermo en cours avant la crise du Covid prévoit de fermer 350 lits [6].

[« Je n'en peux plus d'expliquer aux malades qu'il n'y a plus de lits disponibles » : l'hôpital au bord de la rupture](#)

Des considérations strictement financières

À Caen, c'est le projet de reconstruction de l'hôpital qui aboutira à supprimer 200 lits à l'horizon 2026 [7]. À Limoges, un projet de transformation du CHU adopté en 2018 devrait avoir pour conséquence la fermeture d'une centaine de lits [8]. À Nice, un « contrat de retour à l'équilibre financier » proposé par la direction du CHU en 2017 prévoit la disparition d'environ 200 lits [9].

Même chose à l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille où le projet de 2019 qui vise à fermer 230 lits est basé sur des considérations strictement financières : il s'agit de sortir les comptes du rouge [10]. Début octobre, en pleine deuxième vague du Covid, la chambre régionale des comptes d'Occitanie a publié un rapport préconisant, là encore, des suppressions de lits au CHU de Toulouse [11].

Il faut « sortir du dogme de la fermeture des lits » affirmait le ministre de la Santé en mai 2020

En région parisienne, les regroupements en cours de sites hospitaliers auront aussi pour conséquence de réduire les capacités d'hospitalisation. Les hôpitaux de Longjumeau, Juvisy et Orsay doivent par exemple fermer pour en ouvrir un nouveau à Saclay ([notre reportage](#)). Résultat : des centaines de lits en moins [12]. À Paris, ce sont les hôpitaux Bichat et Beaujon qui doivent disparaître au profit d'un nouvel hôpital à Saint-Ouen. Le nouveau site devrait abriter un quart de lits d'hospitalisation en moins que ceux qu'il est censé remplacer [13]. À Poitiers, la fusion prévue pour 2021 du CHU avec un groupement hospitalier « Nord Vienne » fait également craindre une diminution des places d'hospitalisation [14].

En mai, le ministre de la Santé Olivier Véran affirmait qu'il fallait « *sortir du dogme de la fermeture des lits* ». Cela fait cinq mois et rien n'a été fait en ce sens. La deuxième vague changera-t-elle la donne ? Les ARS, le gouvernement, les directions d'hôpitaux, écouteront-elles enfin ce que disent les soignants depuis plusieurs années : il faut arrêter de s'attaquer aux hôpitaux, on en a besoin pour soigner.

Rachel Knaebel

Cette carte, nourrie des informations publiées ces derniers mois et années dans la presse locale et nationale sur les suppressions de lits dans les hôpitaux, n'est évidemment pas exhaustive. Nous la compléterons en fonction des données qui nous parviendront à la suite de cette publication. Pour nous informer à ce sujet, vous pouvez nous écrire à basta@bastamag.net

Ou via ce formulaire : [<https://framaforms.org/suppression-de-lits-dans-les-hopitaux-publics-francais-aidez-basta-a-les-recenser-1603889009>]

Islamisme-gauchisme et capitalisme-fascisme

26 octobre 2020 / [Hervé Kempf \(Reporterre\)](#)



Derrière l'accusation d'"islamo-gauchisme", les classes dirigeantes veulent cacher leur propre responsabilité dans le terrorisme islamique, lourde du fait de leurs liens avec les pétromonarchies et leur radicalisation néolibérale. Ce qui émerge, en fait, c'est un « capitalisme-fascisme », qui abandonne les idéaux républicains de liberté, d'égalité et de fraternité pour maintenir un ordre inégal, destructeur de la biosphère, et écrasant les libertés publiques.

Les chiens sont lâchés. Meute hurlante, babines retroussées, bave en gueule, crocs brandis, ils ont couru, sitôt l'abominable meurtre de Samuel Paty perpétré, sus au prétendu responsable de l'attentat, l'« *islamo-gauchisme* ». Pendant que les trolls droitistes se déchaînaient sur les réseaux sociaux, le ministre Blanquer accusait nommément le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, tout comme un ex-Premier ministre PS, Manuel Valls, tandis que d'anonymes imbéciles taguaient « *collabo* » sur le siège du Parti communiste et que d'autres mettaient en cause des élus d'EELV.

Il ne devrait y avoir au sein du mouvement émancipateur et écologiste aucune crainte devant un tel déferlement de haine, sinon de l'effroi devant tant de capacité à mentir. Car ce que veulent cacher ces lanceurs de *fatwa*, c'est leur propre responsabilité, eux dont le camp est au pouvoir depuis 2002 : leur incapacité en tant que responsables de la police à cibler les islamistes, malgré la régression constante des libertés publiques

qu'ils ont promu au nom de « *la lutte contre le terrorisme* », leur amitié constante et financièrement intéressée avec les régimes d'Arabie saoudite et du Qatar, régimes qui ont soutenu politiquement et économiquement l'islamisme radical, leur vindicte constante et anxigène contre les musulmans, qui ne peut que pousser les esprits les plus faibles de cette religion à tomber dans la haine en retour, leurs complicités douteuses — des proches de Marine Le Pen [manifestant en 2009 avec Abdelhakim Sefrioui, mis en examen dans l'enquête sur l'attentat de Conflans](#), ou le directeur du *Point* — dont un fonds de commerce est [la dénonciation de l'islam](#) —, Franz-Olivier Giesbert, présentant en 2014 [Tariq Ramadan comme « un grand philosophe international »](#).

Mais il faut, pour comprendre ce qui se passe et surmonter ces tombereaux de fiel, prendre du champ. Comme je l'ai expliqué dans [Tout est prêt pour que tout empire](#) (Seuil, 2017), l'islamisme radical est intimement entremêlé avec l'évolution du capitalisme des quarante dernières années : pour faire pièce à l'invasion soviétique dans les années 1980, les États-Unis ont, par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, armé les factions musulmanes les plus radicales, les aidant à prendre de l'envergure. De surcroît, nonobstant le tournant rigoriste pris par l'Arabie saoudite après l'occupation de La Mecque par des extrémistes musulmans en 1980, les pays occidentaux ont maintenu les meilleurs liens avec ce pays et les autres pétromonarchies, en raison de leurs fournitures de pétrole, alors qu'ils savaient que ces pays soutenaient le développement d'un islamisme radical. L'invasion criminelle de l'Irak en 2003 par les États-Unis et leurs alliés a encore contribué à jeter de l'huile sur le feu du terrorisme international. Autrement dit, le refus de s'affranchir de la dépendance pétrolière et de mener une vraie politique climatique a conduit les dirigeants occidentaux à fermer les yeux sur ce qui allait devenir, à partir du 11 septembre 2001, un cauchemar.

Il faut cibler les causes du phénomène, à savoir ces alliances coupables et notre dépendance au pétrole qui en est le ressort

Tout ceci n'implique pas qu'il faille minorer la menace que fait peser l'islamisme radical sur la société — et d'autant moins quand les apprentis sorciers qui l'ont aidé à se développer attisent en retour les ferments de la division et de la haine. Mais cela signifie qu'il faut cibler les causes et les responsables du phénomène, à savoir ces alliances coupables et notre dépendance au pétrole qui en est le ressort. Et que, plutôt que de se livrer à l'incantation des « *valeurs républicaines* » dans une société devenue profondément inégalitaire et oligarchique (le contraire de ce que l'on entend usuellement en France par « *républicain* »), il faut redire que l'enjeu essentiel pour refaire société est de faire reculer l'inégalité et de renforcer les outils intégrateurs que sont l'école, la santé, et l'accès à l'emploi.

Il faut aussi affirmer avec force que l'islamisme radical, malgré les crimes abominables qu'il peut susciter, est un péril secondaire par rapport à la catastrophe écologique planétaire en cours, et dont les chiens hurlants du moment négligent si opportunément l'existence. Car en fait, leur hargne si bruyante ne vise qu'à couvrir la radicalisation de la politique des capitalistes. Ceux-ci, tout en stimulant le désastre

écologique, poursuivent le projet néolibéral de privatisation généralisée et veulent un déploiement illimité des techniques numériques. Comme ce projet est de plus en plus inacceptable, les classes dirigeantes ont choisi d'aller vers des formes de gouvernement toujours plus autoritaires. Elles reprennent aussi sans barguigner les thèmes d'islamisme, de sécurité, d'immigration, pour détourner vers ces boucs émissaires la colère populaire. Le but de la manœuvre est de refouler toute idée de se tourner vers une gauche revigorée qui voudrait s'attaquer à la réforme de la fiscalité des riches, à l'évasion fiscale des multinationales, et entreprendre une politique écologique.

Ce qui se fait ainsi jour est un capitalofascisme, qui abandonne les idéaux républicains de liberté, d'égalité et de fraternité pour maintenir un ordre inégal, destructeur de la biosphère, et écrasant les libertés publiques. Plutôt que de se défendre d'un « *islamogauchisme* » [sans substance réelle](#), le mouvement émancipateur et écologiste doit faire front dans l'unité, et attaquer sans broncher les politiques désastreuses menées par les capitalistes et par leurs laquais.

Réflexions sur l'antiterrorisme et la liberté d'expression

Publié le 29 octobre 2020 // Paris Lutte Infos

« C'est ici l'état d'exception et l'arbitraire qui s'imposent, et l'on reprochera bientôt, lors des hommages à Samuel Paty qui auront lieu dans les écoles, à tel ou tel élève, de s'être senti visé en tant que musulman par un discours basé, effectivement, sur une volonté de mater une partie de la population ... »

De nombreuses personnes sont choquées par l'assassinat de Samuel Paty, tant par sa cruauté, la prise pour cible de la fonction de professeur, et le processus qui y a conduit. Cet assassinat s'inscrit dans des tensions sociales et fait suite à un emballement sur les réseaux sociaux. Bien sûr, il est aussi à relier à la référence idéologique (takfiriste) de celui qui l'a commis, et à sa volonté de produire l'effroi par la publicisation de l'horreur qui a aussitôt suivi le crime.

Si cet assassinat possède donc une dimension politique, nous devons cependant garder à l'esprit, au milieu de la panique et des amalgames, que ce fait divers reste un acte singulier. Si rappeler cela semble une évidence, cela contredit l'attitude des éditorialistes, des gouvernants ou de ce ceux qui souhaiteraient être à leur place. Depuis ce crime, les discours prononcés dans ce que nous nommons l'espace public visent à propager la peur (rejoignant en cela le souhait de l'assassin), afin d'insister sur le fait que notre « arsenal juridique » ne conviendrait pas à la guerre à mener. Les chaînes d'information en continu ont ainsi pu organiser des débats pour savoir s'il était préférable de déchoir « les islamistes » de leur nationalité ou d'enfermer tous les fichés S dans des camps.

Pourtant, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, l'antiterrorisme n'est pas le contraire du terrorisme, ni même la lutte contre un danger terroriste, mais un certain usage de la peur et la généralisation de la suspicion à des fins de contrôle. D'ailleurs, Gérald Darmanin a lui-même assumé que nombre des perquisitions menées chez des musulmans n'ont rien à voir avec le crime, mais qu'elles ont pour but de « faire passer un message », ce qui est proprement inquiétant quant au régime dans lequel nous sommes en train de basculer.

Le plus souvent, les mesures mises en place ou proposées suite à un attentat sont sans rapport avec les actes auxquels elles sont censées répondre. C'est ainsi que peut resurgir aujourd'hui la proposition de lever l'anonymat sur les réseaux sociaux alors que les menaces visant Samuel Paty, et la mise en relation de l'assassin avec plusieurs de ses complices se sont effectuées en toute lumière et à visage découvert. Les mosquées seront aussi davantage contrôlées, et des fermetures sont déjà annoncées, alors que nombre de ceux que l'on désigne comme des « radicalisés » ou des « djihadistes » n'en fréquentent pas.

Nombreux furent aussi les éditorialistes et politiciens à débattre de la place des

produits « communautaires » dans les supermarchés, ou du degré de complicité des étudiants de l'Unef qui ont accepté d'être représentés par une musulmane portant un foulard, sans que celui qui souhaite rester rationnel comprenne très bien le rapport entre le jambon de dinde halal, la tenue de la vice-présidente de l'Unef et la décapitation d'un enseignant.

Parallèlement, au moment où la liberté d'expression est présentée comme le bien commun à défendre, les professeurs sont appelés à devenir des propagandistes, et à signaler tout propos d'élève qui contreviendrait au seul discours autorisé. Lorsqu'elle vient de certains professeurs, la volonté de comprendre un contexte, de nuancer ou de s'éloigner du discours étatique est appelée « islamo-gauchisme » ou culture de l'excuse. Plus largement, comme dans n'importe quel régime autoritaire, quiconque n'adhère pas aux discours étatiques et médiatiques ciblant les musulmans se voit accusé de se situer dans le camp de l'ennemi et d'être un complice des pires crimes.

La suspicion généralisée envers tout discours éloigné de la doxa ne vise pas seulement à censurer, mais aussi à produire des énoncés. Et nous en percevons les effets. Pour se justifier, des sociologues répètent à l'envie qu'« expliquer ce n'est pas excuser », pour insister sur le fait que leur rôle ne consiste qu'à informer des déviations au sein du corps social, tout en laissant bien sûr les ministres, les policiers et les juges faire leur travail. La France insoumise prend aussi ses distances avec les associations de lutte contre l'islamophobie avec lesquelles elle a manifesté récemment, et annonce son soutien à une partie de la loi sur le « séparatisme » proposée par Macron. Et si Mélenchon continue à affirmer son refus de l'amalgame à propos des musulmans, ce n'est que pour mieux cibler « la communauté tchétchène » et critiquer l'asile dont ont bénéficié ceux qui ont fui Poutine, lequel annonçait pourtant sa volonté de « les poursuivre jusque dans les chiottes » ...

Cette situation rappelle une blague des années 80, dont on ne sait pas si elle fut imaginée par des agents de la CIA ou par des dissidents soviétiques : un Russe et un Américain débattent à propos de la situation politique dans leurs pays respectifs. L'Américain dit au Russe : « tu vois, la différence entre ton pays et le mien, c'est la liberté d'expression. » Il l'emmène alors devant la Maison Blanche et se met à crier « A bas Reagan !! A bas Reagan !! ». « Tu vois ? Il ne m'arrive rien. » Le Russe lui demande alors de le suivre à Moscou, et l'emmène devant le Kremlin, où il se met à crier à son tour « A bas Reagan !! A bas Reagan !! ». « Alors, tu vois, il ne m'arrive rien non plus ! »

Nous sommes aujourd'hui dans une situation similaire en France, où c'est la critique de l'ennemi désigné par le pouvoir qui est appelée liberté d'expression, et où tout autre discours est considéré comme suspect. Certes, montrer une caricature ridiculisant le prophète de l'Islam peut être vécu comme une manière

de ne pas céder aux menaces de tel ou tel groupuscule criminel. Pour autant, c'est aussi souvent montrer qu'on n'a pas peur de s'attaquer à une religion minoritaire en France et en position d'infériorité. Dans un contexte où tout outrage à la République risque d'être sanctionné et où l'interdiction de manifester devient peu à peu la norme, relayer le discours de critique de l'Islam est souvent une manière de répondre aux injonctions à défendre l'État contre l'ennemi désigné, tout en se persuadant qu'on défend sa propre liberté.

Au nom même de la liberté d'expression, et alors qu'aucun élément ne le relie de près ou de loin à l'assassinat de Samuel Paty et aux menaces qui ont précédé le crime, le Collectif Contre l'Islamophobie en France se retrouve menacé de dissolution, sa critique des discriminations et du racisme institutionnalisé le classant apparemment parmi les ennemis de la République. Le gouvernement annonce aussi son intention de dissoudre des associations caritatives sous prétexte que plusieurs de ses membres seraient influencés par le « salafisme ». Pourtant, toute défense cohérente de la liberté de conscience ou de la liberté d'expression consisterait à rappeler qu'une pratique rigoriste ou sectaire d'une religion n'équivaut aucunement à un appel à l'action armée, qui reste extrêmement minoritaire, y compris chez les « salafistes ».

Les raisons invoquées pour justifier de la fermeture des mosquées, dont celle de Pantin sur laquelle le gouvernement a insisté, sont tout aussi floues. Dans l'arrêté de la préfecture décidant de la fermeture de la mosquée de Pantin, figurent notamment, au milieu d'autres considérations, la mention de liens avec le « salafisme » (concept que le gouvernement comme la préfecture choisissent bien évidemment de ne pas définir, afin qu'il reste extensible), l'adhésion d'un des imams à un collectif présidé par Tariq Ramadan il y a vingt ans, ou le fait qu'un autre des imams de la mosquée a choisi de scolariser ses enfants en dehors de l'école publique ...

Que l'on ait des affinités avec les associations musulmanes aujourd'hui ciblées ou qu'on ne partage absolument rien avec elles, nous ne pouvons que constater une volonté, de la part du gouvernement, de faire rentrer dans le rang ceux qui auraient souhaité défendre leur indépendance politique à partir des principes qui sont les leurs..

C'est ici l'état d'exception et l'arbitraire qui s'imposent, et l'on reprochera bientôt, lors des hommages à Samuel Paty qui auront lieu dans les écoles, à tel ou tel élève, de s'être senti visé en tant que musulman par un discours basé, effectivement, sur une volonté de mater une partie de la population ...

AGENDA

(A retrouver sur Ricochets.cc)

Mercredi 3 novembre :

procès Ricochets (13h30) // tribunal de Valence

Samedi 7 novembre :

Vélorution, journée des décrocheuses (14h-18h30)

Vestiaire Solidaire au Laboratoire anarchiste (10h-16h)

Action "Auchan" contre les licenciements

Vendredi 13 novembre :

Procès des décrocheuses (8h) et actions YFC/ANV au tribunal de Valence

Mardi 17 novembre :

Procès Greenpeace (8h) au tribunal de Valence

Partout en France:

Appel à agir contre la réintoxication du monde <https://agir17.noblogs.org/>

Vendredi 21 novembre :

rassemblements devant les commissariats #noustoutes (11h)

Journée "Fuck Big Brother" à Montélimar (10h Salle st Martin)

mercredi 25 novembre

Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

À cette occasion, une marche est organisée à Die.

Jeudi 3 décembre :

Appel à la grève dans le secteur médico-social

Samedi 5 décembre:

"Jouets Solidaires" au Laboratoire anarchiste

Dimanche 13/12 :

13h12 : Causerie pour l'abolition de la police au laboratoire anarchiste